

Les FTP-MOI "Liberté"

Quand, en 1941, la direction du parti communiste décide de passer à la lutte armée, elle mobilise bien sûr aussi ses militants étrangers qui deviendront ultérieurement, au milieu de l'année 1942, les F.T.P.-M.O.I.. La construction de cette structure militaire est lente et progressive. Les premiers groupes sont très réduits, les combattants peu nombreux. L'organisation s'édifie dans les difficultés et par tâtonnements. Cette mise en place n'est donc pas quelque chose qui se décrète un jour et qui s'applique dans la semaine qui suit, mais le fruit de regroupements divers qui se font au fil des mois.

Si l'on peut dater de la mi-41 les premières rencontres d'où naîtront les F.T.P.-M.O.I. parisiens, il faut attendre l'été 1942 pour qu'apparaisse le premier embryon de ce qui sera le détachement "Carmagnole" à Lyon. Cela n'a rien d'étonnant, Paris est en zone occupée alors que Lyon est en zone dite "libre" et ne constitue pas tout de suite un terrain de lutte militaire. Même si l'activité des F.T.P.-M.O.I. lyonnais commence dès le début de l'automne 1942, il est certain que les actions se multiplient et augmentent en importance à partir du 11 novembre de cette même année, date à laquelle les Allemands pénètrent en zone sud pour l'occuper. Qui retrouve-t-on dans ce premier groupe de combattants lyonnais qui comprend entre cinq et dix personnes ? Des militants communistes éprouvés dont certains ont fait la guerre d'Espagne - deux d'entre eux au moins ont même été officiers dans les Brigades internationales - ainsi que quelques membres des Jeunesses communistes. Tous sont des étrangers d'origine juive.

A Grenoble

Parmi les jeunes Juifs arrivés de Montpellier à Grenoble en novembre 1942, se trouvent deux militants qui ont eu des contacts avec les F.T.P.-M.O.I. de Toulouse dirigés par Marcel Langer. Il s'agit de Victor Bardach et de Léon Gaist, tous les deux Juifs d'origine polonaise, qui vont regrouper les premiers éléments de ce qui deviendra quelques mois plus tard le détachement "Liberté".

Victor Bardach regagnera rapidement Toulouse où, après la "chute" de Marcel Langer, il prendra la responsabilité de la "35ème Brigade" F.T.P.-M.O.I. qui connaîtra, sous sa direction militaire, une activité particulièrement importante jusqu'en mars 1944. Quant à Léon Gaist, il devient le responsable de l'organisation militaire qui se met en place à Grenoble. Il est très vraisemblable que la ville de Lyon envoie quelques combattants parmi lesquels "Robert" - en fait Alexandre Ochshorn qui sera tué en février 1944 par la Milice à St Etienne - et "Raymond" - Nathan Saks qui remplacera Léon Gaist après la mort de ce dernier, puis deviendra un cadre militaire du détachement F.T.P.-M.O.I. "Carmagnole" de Lyon. "Raymond" raconte ainsi son premier contact avec Léon Gaist :

"Son ardeur juvénile, allée à une fermeté et un esprit de sérieux me fit forte impression. Il me parla de ses projets audacieux et me dit : " Nous les anéantirons dans le feu. " Lorsque je lui demandai : " Qui nous ? ", il commença à compter sur ses doigts en souriant et s'arrêta sur le nombre quatre."



Léon Gaist. Fonds Amicale des Anciens FTP-MOI, coll. MRDI



Nathan Saks. Fonds Amicale des Anciens FTP-MOI, coll. MRDI

Ce groupe qui se prépare à la lutte armée en rassemblant des armes, en recueillant des informations, accomplit sa première action le 1er mai 1943, en sabotant la voie ferrée Grenoble-Chambéry. Le 7 juillet, vers une heure du matin, Léon Gaist commande le groupe de quatre hommes qui s'apprête à saboter, à St Martin d'Hères, dans la banlieue grenobloise, la biscuiterie Brun, dont la propriétaire est une amie personnelle du Maréchal Pétain et qui fournit l'armée allemande en biscuits et autres gâteaux.

Alors que l'incendie est allumé, le groupe est intercepté par un gardien armé de l'usine qui tire, bien que Léon Gaist se soit présenté comme membre de la Résistance. Léon est tué et sera enterré sous le nom de Marcel Gaubert, sa fausse identité de l'époque. Le gardien de l'usine, responsable de la mort de Gaist, sera blessé, puis exécuté, quelque temps plus tard, par les camarades de ce dernier.



Beni Blitz. Médecin du bataillon "Liberté", abattu par la Gestapo le 11 août 1944 à Grenoble. Fonds Amicale des Anciens FTP-MOI, coll. MRDI



Tibor Weisz. Combattant du bataillon "Liberté", arrêté par la police française, fusillé le 27 mars 1944 au Fort de la Duchère à Lyon. Fonds Amicale des Anciens FTP-MOI, coll. MRDI

Avec la mort de Léon Gaist se termine une première époque de la résistance militaire des communistes étrangers - à l'origine presque tous juifs - à Grenoble, celle de la mise en place. Moins de deux mois plus tard, au moment de la signature de l'armistice entre les Alliés et le gouvernement du Maréchal Badoglio, les Italiens, à qui le Reich avaient confié l'occupation de certaines régions du sud-est de la France, quittent Grenoble et sont remplacés par des troupes allemandes. Cela va rendre plus difficile encore les conditions de l'organisation et de la lutte mais va en même temps stimuler l'ardeur et l'engagement des résistants dont le nombre augmente considérablement. Les actions des F.T.P.-M.O.I. grenoblois vont se développer et s'amplifier à partir de septembre 1943 et resteront, jusqu'à la Libération à un niveau particulièrement élevé.

Qui étaient-ils ?

Divers comptages effectués à partir de documents d'archives nous permettent de dire avec certitude que la très grande majorité des combattants F.T.P.-M.O.I. de l'unité grenobloise "Liberté" - environ les deux-tiers - étaient des Juifs d'origine étrangère venus de l'est européen, essentiellement de Pologne, mais aussi de Hongrie ou de Roumanie, le dernier tiers étant composé surtout d'Italiens et, à un moindre degré, d'Espagnols et de Français. Cette situation se perpétue pratiquement jusqu'au débarquement, date à partir de laquelle les choses changent. On peut presque dire qu'il y a eu pratiquement deux organisations des F.T.P.-M.O.I. grenoblois correspondant à deux périodes et à deux situations différentes. Il y a l'organisation originelle, "historique", celle qui a commencé la lutte armée avec seulement quelques combattants et s'est spécialisée dans la guérilla urbaine. Elle s'est certes développée, mais sa composition a toujours reposé fondamentalement sur l'immigration juive est-européenne. Et puis il y a l'organisation des dernières semaines, celle qui s'est dotée d'un maquis, qui croît considérablement en intégrant de nombreux légaux italiens dans ses rangs, en accueillant des mineurs polonais, mais surtout bon nombre de Français.

S'il faut admettre que les combattants permanents du détachement "Liberté" sont très majoritairement des immigrés d'origine juive, et ce jusqu'au débarquement, il faut immédiatement nuancer cette remarque, en précisant tout d'abord que d'autres étrangers sont dès le début à leurs côtés dans le combat et partagent leur sort, mais surtout que leur action n'est rendue possible que grâce à la collaboration des autres immigrations, notamment italienne, polonaise et espagnole, immigrations généralement implantées depuis longtemps, qui fournissent l'infrastructure sans laquelle aucune lutte clandestine n'est possible.

D'ailleurs autour des permanents, totalement clandestins, un deuxième cercle de combattants est mis en place. Il s'agit de combattants occasionnels que l'on appelle les "légaux". Ils gardent leur identité, leur travail, voire leur vie de famille et ne sont utilisés que pour certaines opérations. A Grenoble, dès l'automne 1943, un groupe de "légaux" italiens d'une petite dizaine de personnes exécute des actions sous la responsabilité des cadres de "Liberté". Le même phénomène se reproduira un peu plus tard avec les mineurs polonais de La Mure, à une trentaine de kilomètres de Grenoble. Enfin, à l'approche de la Libération et notamment après le débarquement, le recrutement se fait plus large et sur des bases moins strictes ; les effectifs des combattants permanents augmentent, d'abord par intégration des groupes de "légaux", déjà entraînés, puis par recrutement de nouveaux combattants. C'est alors que la composition de l'unité commence à se modifier.

Organisation

Les premiers combattants communistes de la lutte armée, qu'ils soient français ou étrangers, sont organisés, comme les militants du parti d'ailleurs, en "équipes de trois". Si cette structure apparaît comme très souple, très légère, très mobile, elle se révèle aussi très souvent insuffisante face à un ennemi se déplaçant de plus en plus collectivement et, finalement, ce qui va devenir l'unité de base de la lutte des F.T.P., qu'ils soient français ou étrangers, c'est le "groupe de combat" composé de trois équipes de trois hommes, parfois de deux équipes de quatre hommes, soit huit à neuf personnes commandées par un chef de groupe et son adjoint, les deux ou trois équipes ne se réunissant en principe que pour l'action. Trois "groupes" constituent un "détachement", soit au total, avec les différents responsables, une trentaine d'hommes.

A Grenoble, dès la fin de l'automne 1943, trois "groupes" constituent le détachement "Liberté". L'effectif ne variera pas énormément jusqu'au débarquement, même si, au fil du temps, il s'étoffe légèrement. Un état des combattants de mars 1944 donne une liste de trente-cinq immatriculations. Ce n'est que dans la période pré-insurrectionnelle, lorsque les effectifs vont croître dans des proportions énormes que seront constitués des "compagnies" et des "bataillons".

L'organisation des F.T.P.-M.O.I. étant calquée sur celle des F.T.P.F., à cette structuration en unités de combat se superpose un découpage géographique en "secteurs", "régions" (une région correspond en général à un département), "interrégions" (regroupement de plusieurs départements) et "zones" (nord et sud), le tout étant sous l'autorité d'un commandement national, en principe rattaché aux F.T.P.F. mais jouissant d'une certaine autonomie.

Le Rhône (H) et l'Isère (I) constituent les deux régions F.T.P.-M.O.I. qui forment l'interrégion HI4, le chiffre 4 désignant la M.O.I. Dépendant de la même interrégion, les unités "Carmagnole" (Lyon) et "Liberté" (Grenoble) voient fréquemment leurs combattants passer d'une ville à l'autre, notamment chaque fois que quelqu'un est "grillé", ainsi bon nombre de membres des F.T.P.-M.O.I. de l'interrégion HI4 ont-ils combattu à la fois à Lyon et à Grenoble.

A partir du débarquement, les unités "Carmagnole" et "Liberté" vont chacune mettre sur pied un maquis. Plusieurs raisons motivent ce changement d'attitude, tout d'abord l'afflux important de volontaires, le plus souvent totalement inexpérimentés, à qui il faut donner un minimum d'instruction militaire. En outre, il y a cette constatation que l'on entre dans une nouvelle phase de la guerre, où la lutte ne sera plus circonscrite à la ville, où il faudra contrôler des axes routiers, où la guérilla se mènera aussi en zone rurale.

Grenoble établit son maquis, en étroite collaboration avec un groupe de F.T.P.F. de la région de Gières/Uriage, à quelques kilomètres de Chamrousse, près du lac Luitel. Ce maquis connaîtra, dans les dernières semaines de l'Occupation, un tel afflux qu'il regroupera plus d'une centaine de combattants au moment de la Libération.

Action

Comme nous l'avons déjà dit, les combattants F.T.P.-M.O.I. opèrent essentiellement en zone urbaine, à Lyon, à Grenoble, à Toulouse, à Marseille et dans les banlieues de ces villes, et "inventent" ce que l'on peut considérer comme la première forme de guérilla urbaine.

L'essentiel de ce combat se cristallise autour des actions menées contre les troupes ennemies. Sont attaqués des détachements de militaires allemands se déplaçant à pied ou en véhicule, des édifices qu'ils fréquentent, des garages qui abritent leurs camions, etc. Il y a aussi ce qu'on appelle les "attentats individuels" qui visent d'ailleurs aussi bien les troupes d'occupation que les membres de la Milice ou les collaborateurs trop zélés.

Les actions affectent aussi tout l'appareil économique au service des Allemands et du gouvernement de Vichy. Les moyens de communication sont particulièrement visés, de même que tout ce qui sert à acheminer l'énergie, et bien sûr les entreprises travaillant directement pour l'ennemi.

Si la plupart des actions ont lieu dans les villes ou dans leurs banlieues, il est aussi certains cas où les combattants se déplacent. Par exemple, les combattants du détachement "Liberté" agissent fréquemment dans la région de Séchilienne, dans la vallée de la Romanche ou du côté de La Mure, avec l'aide d'ailleurs des mineurs polonais du cru.

Si l'on passe maintenant au chiffrage de ces opérations, il faut constater le nombre particulièrement important des actions effectuées par les détachements F.T.P.-M.O.I. dans toutes les villes où cette organisation était implantée. Ainsi "Liberté" totalise, de septembre 1943 à la fin juillet 1944, 169 actions, soit plus de quinze actions par mois pendant onze mois. Le chiffre d'actions cité ainsi que l'activité décrite sont particulièrement impressionnants en soi, mais ils le sont encore plus quand on les rapporte au nombre réduit des combattants de l'unité. A la veille du débarquement, il y a moins de quarante combattants F.T.P.-M.O.I. immatriculés en exercice sur la région grenobloise.

Pour conclure

Dans son édition du 22 février 1944, *Le Petit Dauphinois*, quotidien grenoblois de l'époque, rendant compte du procès parisien des "vingt-trois terroristes presque tous étrangers", ayant à leur tête "le nommé Missak Manouchian, né le premier septembre 1906 en Arménie turque, venu en France en 1924", reprend les propos du "colonel-président" allemand qui "a tenu à expliquer les raisons du jugement":

"Il est devenu clair que les Juifs qui ont entraîné les Français dans cette guerre n'ont pas cessé de continuer leur jeu contre la France, à une heure particulièrement propice, afin d'entraver la lutte contre le bolchevisme.

De quel milieu ces terroristes sont-ils issus ? Dans la plupart des cas, ce sont des Juifs ou des communistes qui sont à la tête de ces organisations et travaillent à la solde de l'Angleterre et de l'URSS.

Le procès actuel a mis en lumière l'activité d'étrangers et de Juifs abusant de l'hospitalité française pour créer le désordre dans le pays qui les a recueillis. Leur but étant l'avènement du bolchevisme international, le sort de la France ne les intéresse pas."

Il est tout à fait évident que ces propos, suscités et développés par la "Propagandastaffel" et par l'administration de Vichy - et que prolongent une brochure illustrée intitulée "l'Armée du crime" ainsi que la fameuse "Affiche Rouge" - entrent dans une opération de propagande qui ne s'embarrasse guère de nuances et qui vise à discréditer la Résistance que l'on veut faire passer pour essentiellement contrôlée et dirigée par des communistes étrangers, notamment juifs, ce qui est bien sûr totalement faux.

Mais il faut bien reconnaître que ces étrangers, souvent juifs, parfois communistes, qui ont constitué les premiers détachements F.T.P.-M.O.I., ont bien été, dans de nombreuses villes, les premiers à passer à la lutte armée effective, notamment urbaine, à une époque où les organisations de résistance gaullistes prônaient l'attente du jour J et où le P.C.F. ne réussissait pas à convaincre ses militants français - habitués aux luttes de masse - de passer à l'action militaire et notamment aux attentats individuels. C'est cette réalité que, non seulement le P.C.F., mais aussi la Résistance dans son ensemble, dans la frénésie nationaliste de la Libération, mais aussi par souci de se démarquer du discours vichyste, ont longtemps refusé d'accepter et essayé de masquer.

Claude Collin. Université Stendhal